

Cellule de vérification des faits du PIB indien — Un pouvoir gouvernemental de retrait de contenu jugé inconstitutionnel

AI in the Public Sector · Bonne pratique · Inde

Évaluation C-NAPSE en attente

Niveau de preuve : Descriptif / auto-déclaré

Résumé

Un amendement de 2023 aux règles informatiques permettait à une cellule de vérification des faits d'exiger le retrait de contenus jugés « faux ou trompeurs ». Contestée par des journalistes et un humoriste, elle a été jugée inconstitutionnelle par la Haute Cour de Bombay en 2024.

Dimensions clés

Dimension	Score
Evidence of impact / measured public value	0/3
Transparency, fairness & accountability	0/3
Transferability / demonstrated replication	0/3
Scalability beyond pilot	0/3
Governance, capability & sustainability	0/3

Évalué par C-NAPSE

Sources de données

C-NAPSE web research — consulté le 2026-08-16

Press Information Bureau (Ministry of Information & Broadcasting) — consulté le 2026-08-16

TechPolicy.Press: Sanity Prevails as Bombay HC Strikes Down FCU — consulté le 2026-08-16

Lexology: Bombay High Court Tie-Breaker Judgment — consulté le 2026-08-16

Deccan Herald: Bombay HC strikes down amended IT rules — consulté le 2026-08-16

Citer — Evidoria. *Cellule de vérification des faits du PIB indien — Un pouvoir gouvernemental de retrait de contenu jugé inconstitutionnel*. ID persistant : 60307c74-8dca-427f-b09a-53ed8a505824.